

AKTUELL

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

La vaisselle jetable sur la fin

Tatiana Salvan

Depuis le 1er janvier 2023, il est interdit d'utiliser de la vaisselle jetable en plastique lors d'événements publics. À compter du 1er janvier 2025, ce sera toute la vaisselle à usage unique qui sera interdite. Une réglementation qui oblige les organisateurs-rices à s'adapter.

Sur les 380 millions de tonnes de plastique produites chaque année dans le monde, plus de la moitié est destinée à des produits à usage unique, dont 40 pour cent à des emballages alimentaires. Un mode de consommation qui pèse lourd sur l'environnement, que ce soit en termes d'utilisation de ressources naturelles ou d'émissions de gaz à effet de serre (lors de la production, du transport, de l'incinération ou de la décomposition en décharge – ces déchets étant peu ou pas recyclés). Sans oublier les 9 à 14 millions de tonnes de déchets plastiques qui se retrouvent chaque année dans les mers et océans. Quant à la vaisselle en carton, son empreinte carbone est elle aussi conséquente du fait de sa fabrication ainsi que de son élimination ou de sa décomposition.

L'utilisation de la vaisselle réutilisable lors d'événements publics est une des solutions envisagées pour réduire les conséquences néfastes du tout-jetable sur l'environnement. Plusieurs études ont en effet prouvé que, à condition d'être réutilisée un certain nombre de fois (en moyenne sept fois pour les gobelets par exemple), la vaisselle réutilisable a un impact inférieur sur l'environnement que la vaisselle à usage unique.

Faisant suite à des directives européennes relatives à l'économie circulaire, le Luxembourg a interdit l'utilisation de la vaisselle et des bouteilles jetables en plastique lors des événements publics le 1er janvier 2023. Cette mesure sera renforcée le 1er janvier prochain : ce sera alors l'ensemble de la vaisselle à usage unique, quels que soient les matériaux utilisés, qui sera proscrit au cours des événements publics. Avec une nuance notable toutefois pour ce qui concerne la distribution des repas : barquettes, sacs et serviettes en papier, carton, bambou ou autres fibres naturelles resteront autorisés, à condition de n'être pas recouverts de plastique.

Les organisateurs-rices n'ont donc plus que quelques mois pour s'adapter. Une étude menée par ECO-Conseil, un bureau d'études et de conseil en gestion durable des ressources, mandatée par le ministère de l'Environnement, s'est penchée sur les difficultés pour mettre en œuvre cette réglementation et proposer des solutions.

Les organisateurs-rices interrogés ont d'abord pointé du doigt l'augmentation de la charge de travail et des dépenses liées à l'élimination des emballages et de la vaisselle jetable pour les remplacer par des solutions réutilisables, l'achat de vaisselle impliquant un lieu de stockage et des solutions de lavage. Sans compter la diminution des subsides perçus grâce à la labellisation Green Events à partir du 1er octobre (voir woxx 1797).

Location et planification

L'utilisation de vaisselle réutilisable peut en fait coûter moins cher, affirme ECO-Conseil, notamment grâce à la location gratuite de vaisselle auprès des communes et des syndicats, qui proposent aussi parfois des possibilités de lavage. Il existe également des lignes de lavage mobiles, installées sur des remorques de camion, qui permettent de laver sur place. « Les coûts de location et de lavage sont souvent plus élevés que le prix d'achat des solutions jetables, mais lorsqu'on prend en compte les coûts d'élimination, de recyclage, de collecte, de nettoyage de site, ce n'est plus le cas », ajoute ECO-Conseil. Quant au travail supplémentaire, il doit être comparé à l'effort à fournir pour la collecte des déchets et le nettoyage des lieux de manifestation dans le cas des solutions à usage unique ».

Un autre problème soulevé concerne le stock de vaisselle réutilisable, en particulier lors des grands événements ou lorsque plusieurs événements ont lieu en même temps, comme lors de la fête nationale. Une des solutions suggérées par ECO-Conseil consiste à planifier et avoir recours à des prestataires étrangers.

Cependant, la problématique reste entière pour certains très grands événements, notamment sportifs, comme l'ING Night Marathon. Outre le nombre considérable de participant·es et de spectateur·ices, il ressort de l'étude que les gobelets réutilisables, plus épais que les jetables, représentent un risque pour les athlètes, susceptibles de les cogner aux chevilles ou de les faire trébucher, entraînant des blessures et des pertes de temps. ECO-Conseil indique cependant qu'« un gobelet réutilisable qui se plie facilement lorsqu'on marche ou roule dessus, et qui ne se brise pas » sera testé au cours du marathon de Berlin, le 29 septembre prochain. En attendant, « une dérogation concernant l'utilisation de gobelets à usage unique pour les sportifs de haut niveau lors de ces événements fait l'objet d'une évaluation », a fait savoir le ministre de l'Environnement Serge Wilmes.

SHORT NEWS

Liberty Dudelange : les salaires d'août n'ont pas été versés

(fg) – Les nuages continuent à s'amonceler pour les quelque 150 salarié·es toujours employé·es par Liberty Steel Dudelange : les salaires du mois d'août ne leur ont pas été versés, selon une information du woxx. La direction les en avait prévenu·es la veille du jour du paiement, attribuant ce retard à un problème purement technique. Alertés, les délégués syndicaux de l'OGBL et du LCGB ont rencontré la direction, mais n'ont pas été convaincus par son explication, selon une note adressée par les syndicats aux salarié·es. La direction a assuré qu'elle met tout en œuvre pour verser les salaires, ce dont les syndicats doutent « fortement, vu la situation financière désastreuse du groupe », indique encore cette note consultée par le woxx. Quoi qu'il en soit, OGBL et LCGB ont mis en demeure Liberty, par courrier recommandé, de procéder aux versements des salaires du mois d'août. Depuis mars 2021, l'usine de galvanisation de Dudelange est à l'arrêt total, suite à la faillite de Greensill, un prestataire de services financiers qui finançait Liberty Steel. De 280 personnes employées sur le site en 2021, les effectifs ont fondu de près de la moitié. Les salarié·es toujours employé·es par le groupe de Sanjeev Gupta n'assurent qu'une présence à mi-temps dans les locaux, tandis que leurs salaires ont continué à être versés en intégralité. Mais il s'agit d'une simple présence sur les lieux, la production étant stoppée. « On passe nos journées à jouer aux cartes », ironise un salarié, qui commence néanmoins à trouver le temps long.

Caritas : l'État n'a rien perdu assure Luc Frieden

(fg) – Pour sa rentrée médiatique, Luc Frieden a choisi de s'adresser à la presse ce mercredi 4 septembre, à l'issue du premier conseil de gouvernement de la saison. S'il a d'abord justifié le choix du CSV Christophe Hansen pour le poste de commissaire dans le nouvel exécutif européen et annoncé un round de consultations avec toutes les composantes de la société sur une future réforme des pensions, c'est bien sur l'affaire Caritas qu'il était le plus attendu. En juillet, quand il était apparu que l'organisation s'était fait déléster de 61 millions d'euros, il avait annoncé que plus un euro ne sera versé par l'État à Caritas, tant qu'on n'y verrait pas plus clair sur ce détournement sans précédent. Les fonctionnaires de divers ministères ont donc phosphoré dur au mois d'août pour arriver à une première conclusion : « L'État et le contribuable n'ont pas perdu d'argent dans cette affaire. » Luc Frieden a assuré que le gouvernement continuera à financer Caritas pour les missions que l'organisation preste pour l'État « au bénéfice des plus pauvres ». Mais le gouvernement impose ses règles. La confiance étant rompue, il travaillera avec un nouveau management. Ensuite, les fonds de l'État iront à de nouvelles structures à créer, tandis que les conventions conclues avec les anciennes structures seront rompues. Les opérations seront par ailleurs soumises à un contrôle plus strict des pouvoirs publics. Pendant son briefing, Luc Frieden a plusieurs fois dit que Caritas n'est pas l'État, façon de rappeler qu'il n'est en rien responsable de ce qui s'est passé.

Forum 439: Auf Zeit

(mes) – Drei Stunden Zeit braucht eine Person, um das gesamte Heft durchzulesen, schreibt die forum-Redaktion in ihrer neuen September-Ausgabe. Nach den Dossiers „Reichtum“, „Armut“ oder „Renten“ sei es nur logisch gewesen, so das Team, sich dieses Mal dem Aspekt „Zeit“ zu widmen – und gibt sich mit Vergnügen den vielen Wortspielen hin, die das Thema anbietet. Ob Zeit nun linear oder doch im Kreis verläuft oder warum die Zeit auf einem Berg schneller vergeht als an der Küste, wird nicht erklärt. Physikalisch geht es trotzdem zu, etwa in der Einleitung. Vor allem wird aber der Wert der Zeit und ihr Zusammenhang mit dem Leben in unserer digitalen Gesellschaft erforscht. So gehen die Artikel des Dossiers verschiedensten Fragen nach: Ob etwa die künstliche Intelligenz wirklich zeitsparend sei, wie Arbeitszeitmodelle flexibilisiert werden könnten, warum Uhren (trotz Kirchturmuhren) grundsätzlich unchristlich sind und Filme unser Verständnis von Zeit neu definieren, oder auch wie schwererkrankte Menschen ihre verbleibende Zeit nutzen oder Demenz unsere Erinnerungen neu gestaltet. Auch wenn ähnliche Aspekte sich in verschiedenen Artikeln wiederholen und mitunter die gleichen Autor*innen zitiert werden: Den in anderen Medien meist wenig angegangenen philosophischen und sozialen Fragen wird im Dossier genug Raum gegeben und sie bieten nicht zuletzt spannenden Lesestoff. Wem es trotzdem zu zeitintensiv wird, der/die findet genügend Abwechslung in den Kunst- und Buchrezensionen, etwa über Luxemburgs Kolonialgeschichte. Am Ende überlegt die Redaktion selbst, ob sie dem sozialen Netzwerk X (Twitter) überhaupt noch ihre Zeit schenken soll – wimmelt es auf der Plattform doch nur so von Falschinformationen und Hassreden. Dem Print-Magazin seine Zeit zu schenken lohnt sich allemal.